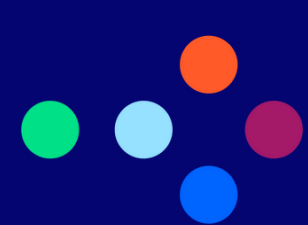


RAPPORT ANNUEL 2023-2024



fqde

Fédération québécoise
des directions d'établissement
d'enseignement

Table des matières

La FQDE ③

Mot de la présidence ④

Le conseil d'administration ⑥

Faits saillants ⑦

Une fédération influente ⑧

Une fédération engagée ⑩

Une fédération active ⑫

Une fédération innovante ⑮

La FQDE

La FQDE s'emploie à la promotion de l'excellence dans la fonction de direction d'établissement d'enseignement et veille au développement professionnel ainsi qu'à la défense de ses droits.

Elle met en valeur la portée de la profession de leader en gestion pédagogique et contribue au développement des compétences de ses membres et au maintien des plus hauts standards professionnels en matière de gestion pédagogique, administrative et politique.

La FQDE est la voix commune de plus de 2 300 directions et directions adjointes d'établissement d'enseignement du secteur public au Québec (préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle, formation générale des adultes) provenant de 20 associations régionales.



“

Chères directions et directions
adjointes, travailler pour vous
avec coeur et conviction
est mon quotidien.

Soyez assurés de mon
engagement renouvelé pour la
prochaine année !

NICOLAS PRÉVOST, PRÉSIDENT



C'est un honneur de travailler
pour défendre et valoriser notre
si belle profession !

”

L'action est au coeur de mes
démarches pour améliorer vos
conditions de travail.

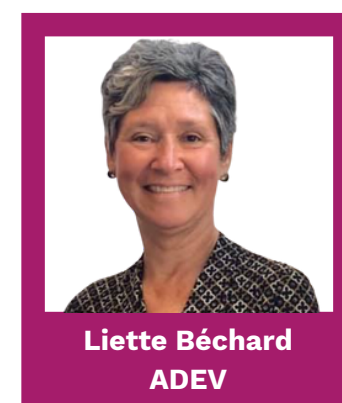
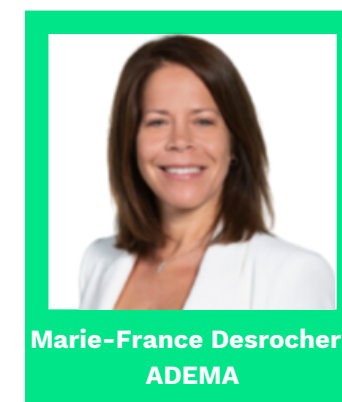
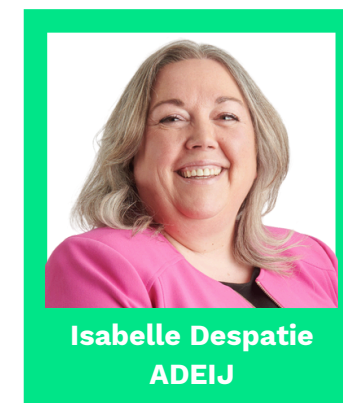
ELIZABETH JOYAL, VICE-PRÉSIDENTE



Le conseil d'administration

Le conseil d'administration constitue l'instance décisionnelle de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement. Il exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les règlements.

La Fédération compte parmi ses membres 20 associations œuvrant dans différentes régions du Québec, auxquelles se joint celle des retraités.



Faits saillants



CAMPAGNE DE VALORISATION



PÉNURIE



REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

UNE FÉDÉRATION INFLUENTE

ENJEU 1

**Un leadership d'influence
proactif**

PÉNURIE DE PERSONNEL

Cette année encore, le secteur de l'éducation est confronté à une crise de pénurie de personnel, impactant significativement les tâches quotidiennes des directions d'établissement et de leurs adjoints. Cette problématique s'étend à l'ensemble des postes au sein de nos écoles, affectant aussi bien les secrétaires, les concierges, les enseignants que les éducatrices, ainsi que les directions elles-mêmes. Les conséquences se traduisent par des interruptions de services pour les élèves.

Malgré les efforts déployés pour remédier à la situation, il est regrettable de constater que les mesures décisives attendues du ministère tardent à être mises en œuvre, malgré les multiples démarches entreprises par les différents acteurs. De plus, la baisse des inscriptions dans les programmes éducatifs laisse présager des défis encore plus grands dans les années à venir.

Notre priorité demeure la nécessité de rendre notre profession plus attrayante. Bien que le bassin de relève soit conséquent, le nombre d'enseignants aspirant à devenir directeurs demeure faible.

PROJETS DE LOI

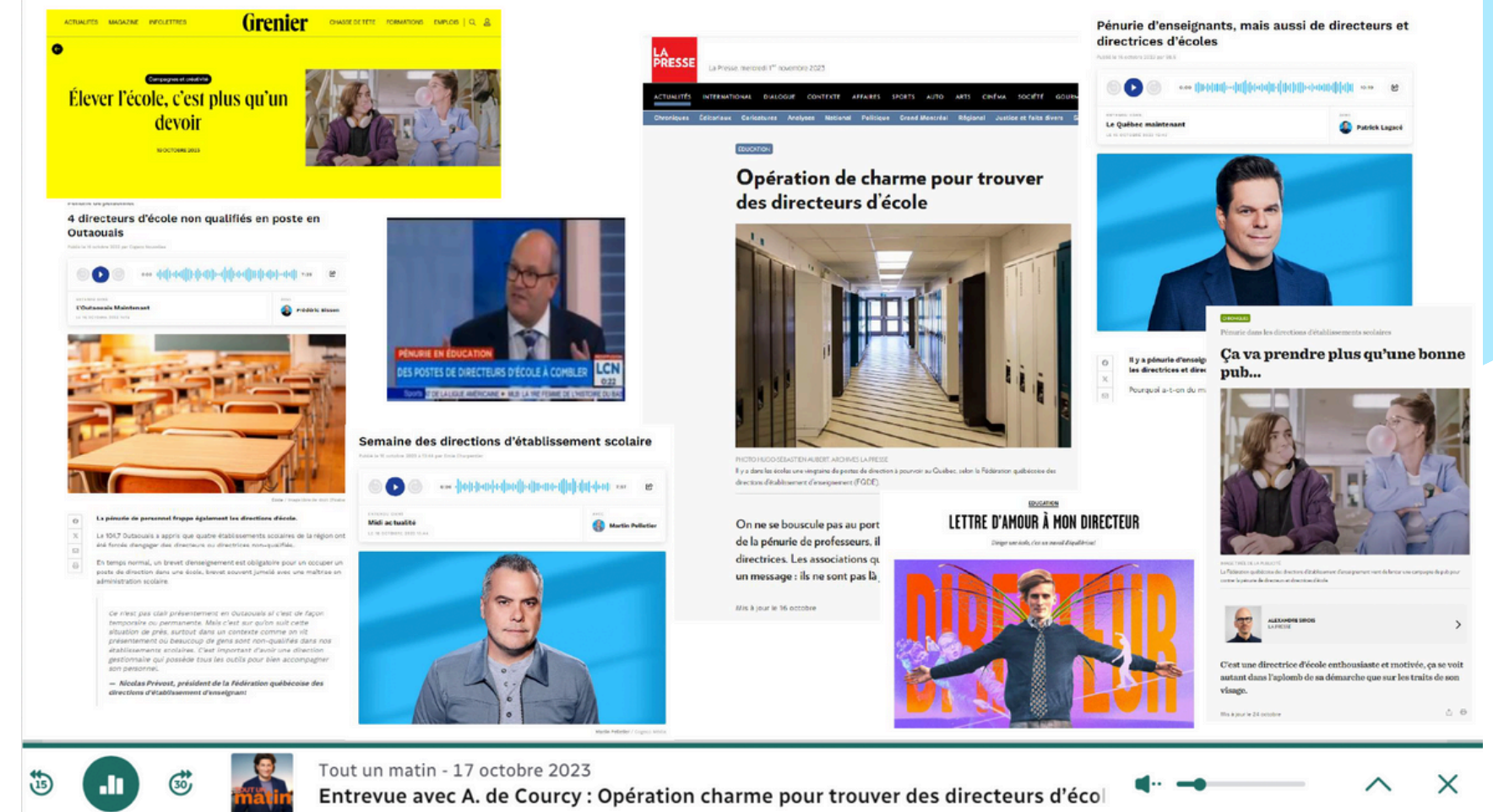
Cette année, deux projets de loi majeurs ont été promulgués. Le premier, le PL23, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation accorde davantage de pouvoirs au ministre. Il introduit également la mise en place d'un tableau de bord commun et établit un système de transmission d'informations directement au ministère, et par extension, au ministre de l'éducation. Deux aspects essentiels du PL23 nécessitent encore des précisions réglementaires : la gestion de la formation continue des enseignants et les modalités de l'enseignement à distance, deux éléments cruciaux pour la gestion quotidienne des établissements. Il est donc impératif d'obtenir des clarifications rapidement afin d'éviter toute confusion dans l'interprétation de la loi et des règlements.

Quant au PL47, axé sur la protection des élèves, il introduit également des changements significatifs. Il établit de nouvelles procédures pour consigner les incidents négatifs dans le travail quotidien du personnel, ainsi que des directives de suivi des dossiers personnels des membres du réseau. Cette mesure met fin à la pratique où certaines informations disparaissaient des dossiers, ce qui représente un changement majeur dans le fonctionnement du réseau scolaire.

VALORISATION DE LA PROFESSION

Une grande partie des défis de pénurie mentionnés précédemment découle de la nécessité de valoriser notre profession. La FQDE a déployé des efforts considérables pour promouvoir la fonction de direction et direction adjointe. En collaboration avec l'AQPDE, une campagne d'envergure a été lancée lors de la Semaine québécoise des directions d'établissement scolaire 2023, avec pour slogan « C'est plus qu'un devoir, c'est une passion », diffusé à la télévision, à la radio et sur divers médias sociaux et numériques.

Mais l'action de la FQDE ne s'arrête pas là. Un Balado FQDE a été lancé en mai 2024 pour valoriser les projets des membres et de nombreuses interventions sont faites dans les médias et dans les comités pour mettre en lumière le rôle, les compétences et les contributions des directions et directions adjointes. Cependant, bien que le ministère ait mis en place un comité pour valoriser les différents intervenants du réseau éducatif, ses efforts se concentrent toujours sur les enseignants. Les ressources et les budgets alloués ne bénéficient à aucun autre acteur du réseau éducatif. Il reste donc beaucoup à accomplir pour faire reconnaître que notre vaste réseau repose sur la contribution de l'ensemble des personnels.



RÔLE DE L'ÉCOLE

La FQDE a initié une réflexion collective et a établi des lignes directrices concernant le rôle de l'école. Ce sujet est au cœur de nos préoccupations quotidiennes. En tant que directions, nous sommes de plus en plus sollicités pour gérer des tâches qui dépassent notre domaine de compétence, mettant ainsi une pression supplémentaire sur nos équipes éducatives. Cette situation nous éloigne de la mission fondamentale de l'école.

De plus en plus de problèmes sociaux sont renvoyés vers l'école pour être résolus et pour éduquer les élèves qui nous sont confiés. Cette approche manque de priorités et d'une vision à long terme. Nous accumulons les responsabilités sans discernement, transformant ainsi l'école en un fourre-tout.

Il est donc crucial d'engager une discussion collective avec tous les acteurs du réseau, de procéder à une analyse approfondie et de présenter des propositions concrètes de changement au ministère de l'Éducation. Nous ne pouvons plus poursuivre dans cette voie sans remettre en question l'approche actuelle.



MESURES BUDGÉTAIRES

Dans un contexte économique de plus en plus difficile, le secteur de l'éducation, tout comme celui de la santé, est épargné par les réductions drastiques des dépenses publiques. Nous devons donc, malgré ses imperfections, être reconnaissants de la situation actuelle.

En ce qui concerne les mesures budgétaires découlant du budget du Québec, c'est une situation récurrente. Les directives nous parviennent tardivement, bien trop tardivement pour une mise en œuvre précise des services. Nous devons donc nous appuyer sur les expériences des années précédentes, faire preuve de prudence dans nos choix et nous attendre à des ajustements et des modifications en début d'année scolaire 2024-2025. Bien que certaines mesures soient fusionnées, il y a peu de flexibilité dans leur utilisation.

PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE

Nous avons traversé la première année de mise en œuvre des nouvelles modalités liées au protecteur de l'élève, avec la création de protecteurs régionaux supervisés par le Protecteur national. Le constat est alarmant, avec un nombre très élevé de plaintes ayant été portées devant le protecteur national, ce qui laisse supposer un volume considérable de plaintes gérées au niveau des écoles ou des centres de services. De plus, la gestion des plaintes à caractère sexuel par le protecteur national constituait également une nouveauté.

L'évaluation de cette première année est mitigée, avec de nombreuses disparités dans les recommandations et la gestion observées dans les différentes régions du Québec. Nous attendons avec impatience le rapport du protecteur national de l'élève. Par ailleurs, nous sommes profondément préoccupés par la mise en place d'un protecteur de l'athlète et d'un protecteur de l'enfant. Comment les parents vont-ils s'y retrouver parmi ces nouveaux dispositifs ? Comment la gestion sera-t-elle assurée et quelles seront les multiples formes de reddition de comptes déjà nombreuses ?

PROFIL DE COMPÉTENCES DES DIRECTIONS

Le processus de collaboration pour l'élaboration du profil de compétences est maintenant terminé. Le GRIDE a soumis le profil au ministère de l'Éducation conformément à la date prévue en décembre dernier. Cependant, à ce jour, nous n'avons toujours pas reçu de nouvelles de la part du MEQ concernant l'analyse et l'approbation du document en vue de sa publication officielle.

En mars dernier, nous avons relancé la sous-ministre Carole Arav à ce sujet et avons été surpris d'apprendre qu'elle n'était pas au courant de la soumission du document. Elle nous a assuré qu'elle prendrait rapidement en charge le dossier. Il convient de souligner que la FQDE a joué un rôle essentiel dans l'initiation et la mise à jour du profil de compétences.

DROITS DES ENFANTS ET DPJ

Des progrès sont observés dans ce dossier. Suite à nos multiples interventions auprès du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé et des Services sociaux, un consensus a finalement été atteint sur les lacunes en matière de communication dans les deux grands secteurs. Malgré cela, les défis demeurent nombreux, notamment en raison du travail encore trop cloisonné. Notre accord comprend la mise en place de sessions d'information et de formations destinées aux directions d'établissements. De plus, en tant que fédération, nous avons désormais établi un canal de communication direct avec les deux réseaux.

PROJET OPTIMISATION DES SERVICES - PROJET 294

En bref, le projet stagne, sans que les projets pilotes ne définissent de direction claire. Il semble de plus en plus probable que l'option d'arrêter le projet, telle qu'annoncée il y a deux ans, soit la plus réaliste.

ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATION

Les rencontres avec les partenaires et le ministère de l'Éducation se sont déroulées à un rythme soutenu, voire accru cette année. Les sujets abordés sont nombreux, les comités variés et les intervenants multiples.

Cependant, un constat s'impose : malgré cette activité, les progrès sont limités, sinon inexistants, dans la plupart des comités. La cause de cette inefficience n'est pas clairement identifiée, mais il est évident qu'il y a un manque de résultats significatifs.

Malgré ces défis, la FQDE reste déterminée, présente et engagée. Nous continuons à plaider et à rechercher des solutions, en adaptant notre approche à chaque rencontre pour faire avancer les choses. Malgré le soutien du conseiller aux affaires gouvernementales, de l'équipe de la FQDE et des commentaires des membres sur les dossiers complexes, nous naviguons dans les eaux parfois agitées des défis éducatifs.

CONSEILLER AUX AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

Le mandat de monsieur Richard Labrie de la firme Alain Lemieux se prolonge pour une huitième année au sein de la FQDE. Une collaboration étroite et de nombreuses discussions ont été au cœur de ses actions en tant que conseiller. Dans un contexte marqué par des changements législatifs et une présence accrue de la fédération dans les médias, plusieurs rencontres avec la sous-ministre, le ministre et les partis de l'opposition ont été nécessaires.

Monsieur Labrie continue d'apporter des conseils avisés pour maximiser notre influence. La réputation de la FQDE est excellente et le travail discret de notre conseiller en coulisses n'y est pas étranger.

ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FQDE ET AUTRES COMITÉS

Le conseil d'administration a organisé cinq réunions ordinaires en présentiel et une séance en visioconférence dont le sujet principal était la prévision budgétaire de l'année 2024-2025, ainsi que deux rencontres extraordinaires en visioconférence durant les négociations du secteur public en éducation et pour les discussions sur les conditions d'emploi en mai 2024.

Le comité exécutif s'est réuni à cinq reprises au cours de l'année.

Le comité des finances a tenu cinq réunions, tandis que le comité de veille politique en a organisé trois.



VIE ASSOCIATIVE

L'équipe de la présidence souhaite se rendre disponible autant que possible pour visiter les différentes associations. Notre priorité reste l'échange direct avec vous. Être connecté aux problèmes rencontrés sur le terrain est essentiel pour bien vous représenter. Nous vous remercions pour votre accueil chaleureux et votre généreuse participation.

UNE FÉDÉRATION ENGAGÉE

ENJEU 2

**Une intervention mobilisatrice
et proactive en matière de
relations du travail**

RENCONTRES DES CONSEILLERS EN RELATION DU TRAVAIL (CRT)

Elizabeth Joyal porte-parole du Comité du personnel de direction d'école (CPDE) et du Comité du personnel de direction de centre (CPDC) et Nancy Lamothe, porte-parole adjointe du CPDE, ont animé deux rencontres avec les CRT. Elles étaient accompagnées de Torben Borgers, avocat, et de Marielle Richer, adjointe administrative des services juridiques et des relations du travail de la FQDE. De plus, une brève réunion informative en visioconférence a également été organisée.

Les points suivants ont été abordés lors des réunions :

- Rappel du rôle du CRT ;
- Conditions d'emploi : évaluations particulières, congés rémunérés, HGF (Heures Groupe Formation) et formation d'un comité de travail technique ;
- Qualifications minimales et révision du référentiel de compétences ;
- Révision des politiques locales de gestion et des frais de déplacements ;

- Suivi des projets de loi 23 (Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation) et 47 (Loi visant à renforcer la protection des élèves) ;
- Protecteurs national et régional de l'élève ;
- Le Comité de répartition des ressources et ses responsabilités ;
- Actualités juridiques : négociations des enseignants, droit de se syndiquer des cadres du Casino de Montréal, recours en diffamation, suspension avec et sans solde, utilisation des téléphones cellulaires en classe, formation des enseignants ;
- Conférence sur les droits dans le cadre d'une interaction ou d'une arrestation par un corps de police ;
- Suivi des projets Civilité et Valorisation de la profession.

CONDITIONS D'EMPLOI

Au cours de l'année, trois réunions avec la Direction générale des relations du travail (DGRT) ont été organisées, notamment pour discuter de certains aspects d'application du nouveau Règlement, du dossier des évaluations particulières et du règlement sur l'équité salariale qui a pris du retard dans certains cas.

Le comité de travail sur les Heures Groupe Formation (CTTHGF) a été réactivé pour poursuivre les travaux engagés en 2019-2020, qui avaient été interrompus depuis. Trois rencontres ont eu lieu depuis septembre 2023.

En vue des pourparlers à venir avec la DGRT concernant les conditions d'emploi des cadres, le conseil d'administration de la FQDE a constitué un comité de travail composé de Liette Béchard de l'ADEV, Isabelle Despatie de l'ADEIJ, Patrick Blanchette de l'ADEL Laurentides et Louis-Philippe Dubois de l'ADEC. Ce comité a pour mission de soutenir et d'orienter les porte-paroles, Elizabeth Joyal et Nancy Lamothe.

De plus, un document d'information régulièrement publié a été élaboré pour tenir tous les membres informés des actions entreprises concernant les conditions d'emploi.

En cette fin d'année, et face au manque d'avancées des travaux sur les conditions d'emploi, des démarches politiques ont été initiées.

fqde

CONDITIONS D'EMPLOI

Elizabeth Joyal
v-présidente

Activités récentes

- Rencontre du CTCE (comité travail sur les conditions d'emploi - FQDE)
- Rencontre du CTTHGF (comité technique de travail sur les heures groupe formation) avec la DGRT
- Travail du comité conjoint (CCA-CPDE-CPDC)
- Rencontre du comité conjoint avec la DGRT

Comité conjoint

Les partenaires du comité conjoint se sont réunis comme prévu le 22 mars dernier pour effectuer un travail préparatoire à une rencontre avec la DGRT le 10 avril 2024.

Lors de cette session de travail les échanges ont été nombreux et des constats et orientations communes ont pu être dégagés afin de poursuivre le travail de préparation nécessaire en vue des prochaines discussions avec la DGRT.

À cette rencontre du 10 avril avec la DGRT, nous avons pris connaissance sommairement des ententes de principes syndicales bien que les écrits ne soient pas tous finaux. Nous avons aussi abordés les sujets des évaluations particulières en cours (les dossiers avancent) et nous avons nommé le besoin d'entamer les discussions concernant nos conditions d'emploi dans les meilleurs délais.

CTCE

La première journée de travail du CTCE a été riche en échanges et en réflexions sur les conditions d'emploi et la réalité actuelle des directions d'établissement.

Les échanges ont notamment porté sur l'analyse de plusieurs aspects, dont les suivants, en vue de développer nos orientations pour les prochains pourparlers:

- Salaire
- Situation des adjoints
- Forfaitaires
- Protection de la strate et expérience
- Tâche grandissante
- Qualifications minimales
- Conditions de retraite

Le CTCE se réunira aussi souvent que nécessaire en fonction de l'évolution des discussions au comité conjoint.

CTTHGF

Ce comité est formé d'un représentant de chaque association ayant des directions de centres parmi ses membres. Actuellement, ce comité travaille sur les modalités de calcul des HGF et vise à éclaircir, pour fin de meilleure compréhension par les directions et les CSS, le document servant à déterminer la strate puis la classe des directions de centres.

Petit lexique

FQDE : Comité Travail sur Conditions d'Emploi (CTCE)
CCA : Comité Conseil des Administrateurs, le CTCE Comité Prévenir de Direction des Centres et le CTTC Comité Prévenir de Direction de Centres
CTTHGF : Comité de Travail sur les Heures Groupe Formation (par FP et FGA)
DGRT : Direction générale des relations de travail (gouvernement du Québec - services Éducation)

TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS)

La TPCVJMS demeure sous la responsabilité de la FQDE, offrant un espace de collaboration aux divers partenaires impliqués dans les milieux scolaires afin de favoriser des environnements exempts de violence.

Cette année encore, les rencontres se sont principalement déroulées en ligne, à l'exception de la première réunion qui s'est tenue en mode hybride. Au besoin, des sous-comités se sont réunis à distance.

Les objectifs de la Table comprennent le partage et la diffusion d'informations sur les actions et les moyens déployés par les partenaires. Composée de membres issus de divers secteurs, les discussions abordent une variété de violences couvertes par la loi. Voici les principaux dossiers ayant fait l'objet d'échanges et de collaborations au cours de l'année :

- Finalisation et déploiement par l'ensemble des partenaires de l'outil : Grille d'évaluation de projet ;
- Révision et traduction du Cadre de référence et des ententes policières, en attente d'approbation par le ministère ;
- Projet de loi 9 - Loi sur le protecteur national de l'élève (renforcement du processus de plainte et intégration dans le Plan de lutte des écoles) ;

- Mise en place du PPVI : Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028 du MEQ, articulé autour de quatre actions : documenter, former, sensibiliser, soutenir ;
- Suivi du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 du MEQ, avec notamment l'ajout d'un guide pédagogique : Aborder des sujets sensibles avec les élèves ;
- Suivi du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 du MEQ, avec la création d'un feuillet sur le sextage ;
- Suivi du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023 du MEQ, avec la création d'un document de référence en soutien au personnel scolaire ;
- Révision du Plan de réponse pour des établissements sécuritaires (PRES) de la Sûreté du Québec, incluant la formation d'intervenants en milieu scolaire et l'élaboration de nouveaux outils ;
- Promotion de la Semaine de la prévention de la criminalité du ministère de la Sécurité publique, axée sur la thématique : La concertation en action, pour des milieux de vie plus sécuritaires ;
- Bonification du PPDSAC (Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture) 2023-2026, visant à développer des facteurs de protection chez les jeunes pour prévenir ou atténuer les problèmes liés à la délinquance.

SERVICE JURIDIQUE ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

Les principales interventions au niveau local et provincial au cours de la dernière année :

- Préparation d'ententes dans les dossiers litigieux;
- Accompagnement de membres lors de différends avec leur employeur (centre de services scolaire);
- Participation à des séances de médiation;
- Recherches juridiques et conseils aux membres;
- Contribution à la préparation du positionnement de la FQDE aux commissions parlementaires sur les projets de loi no 47 (Loi visant à renforcer la protection des élèves) et no 23 (Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation).

ASSURANCES

La Coalition de l'encadrement en matière de retraite et d'assurance (CERA), dont la FQDE fait partie avec onze autres associations, a négocié avec SSQ Assurance (Beneva), en partenariat avec le Regroupement des associations de cadres en matière d'assurance et de retraite (RACAR) et le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), le renouvellement des taux de primes du Régime d'assurance collective du personnel d'encadrement. La structure de tarification selon le statut a été revue en accident maladie en raison de l'évolution de la consommation des assurés. Pour l'ensemble des régimes, il s'agit donc d'une hausse de tarification de 7 % pour l'année 2024.

De plus, la CERA a participé à plusieurs rencontres relatives au dossier d'assurance en 2023 sur les thématiques suivantes:

- Gestion des dossiers d'invalidité;
- Ajout de couverture de certains soins professionnels en accident maladie;
- Dossier du Fonds d'indemnisation des clients des agences de voyages (FICAV) découlant des impacts de la pandémie;
- Pertinence d'inclure ou non au contrat d'assurance certaines problématiques telles que : l'usage du cannabis pour des fins thérapeutiques, les médicaments couvrant la dysfonction érectile ainsi que les soins prodigués par des kinésiologues (expert de l'activité physique, semblable à un kinésithérapeute);
- Analyse de la pertinence d'inclure une couverture de télémédecine;
- Hausse de la limite annuelle des frais de mise en commun pour les médicaments admissibles.

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE)

Le comité du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) a siégé à sept reprises. Trois postes au sein de ce comité sont occupés par des représentants de la CERA. Le comité a examiné les résultats annuels de 2022 et ceux du 1er semestre 2023 de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), la reddition de comptes de Retraite Québec sur les services offerts à la clientèle, le plan stratégique de Retraite Québec et les états financiers du RRPE.

Plus concrètement, les membres du comité ont participé aux différents dossiers cruciaux, notamment :

- Préparation et dépôt d'un mémoire de la CERA dans le cadre de la consultation publique sur le Régime des rentes du Québec (RRQ);
- Bonification des prestations liées à des crédits de rente obtenus en vertu du Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP);
- Contribution à la modification de la Loi sur le RRPE, notamment au sujet de la composition du comité de retraite de ce régime;
- Participation aux travaux relatifs à l'établissement du droit de participer au RRPE;
- Révision des options de rente à la retraite et du pouvoir légué aux droits de rente de retraite en cas de décès;
- Suivi du programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR).

De plus, la CERA a été présente à de nombreux sous-comités relatifs au comité de retraite du RRPE :

- Comité de réexamen;
- Comité de placement;
- Comité de vérification des états financiers du RRPE;
- Sous-comité sur les services à la clientèle;
- Sous-comité sur la gouvernance des comités de retraite;
- Sous-comité sur les valeurs actuarielles et les ententes de transfert;
- Sous-comité sur les crédits de rentes en provenance d'autres régimes de retraite et sur les rachats.

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE) - SUITE

Dans le cadre des travaux du comité de placement, la CDPQ est venue présenter aux instances (comité de placement et comité de retraite) les dossiers en cours liés à l'ensemble de ses activités, notamment :

- Finalisation du cadre de gestion du risque de placement;
- Mise à jour des travaux de modélisation actif-passif, en tenant compte des changements à l'environnement économique et financier;
- Analyses quant à la possibilité d'une gestion dynamique de placement en fonction des taux d'intérêt;
- Création d'une table d'échanges sur l'investissement durable et la mise en place de rapport pour la reddition de compte relative à l'investissement durable.

Finalement, la CDPQ a fait connaître le 22 février dernier le rendement annuel du RRPE pour l'année 2023. Le rendement annualisé du Fonds pour cette période a été de 6,5%, soit un rendement égal à celui du portefeuille de référence. Ce rendement porte ainsi la valeur du Fonds à 11,8 G\$ après les charges d'exploitation.

La FQDE participe de manière active aux assemblées des partenaires et aux décisions de la CERA qui est une organisation vouée à la défense des intérêts des cadres de la fonction publique et parapublique membres des associations et fédérations partenaires.

UNE FÉDÉRATION ACTIVE

ENJEU 3

**L'importance de la fonction
stratégique des communications**

COMMUNICATIONS

Tout au long de l'année, l'équipe de communication, composée d'Elodie Lacroix et de Lory Cauchois, a renforcé ses efforts pour répondre à ses objectifs. Elle a amélioré la communication tant en interne qu'en externe et a continué à positionner la FQDE comme un leader en éducation sur la scène publique. Les travaux entrepris ont notamment conduit au déploiement réussi de la vaste campagne de valorisation de la profession de direction « Plus qu'un devoir », au lancement du Balado FQDE « Intercom, voix de directions », ainsi qu'à de nombreuses interventions ciblées dans les médias.



Entrevues médias

+ 100

PÉNURIE DE PERSONNEL

SEMAINE DES DIRECTIONS

GRÈVE DES ENSEIGNANTS

PLAN DE RATTRAPAGE

VIOLENCE DANS LES ÉCOLES

TABLEAU DE BORD

CONDITIONS DE TRAVAIL

AUTRES SUJETS EN ÉDUCATION

ESPACE DIRECTION

Le nouvel Espace Direction, hébergé sur Sharepoint, est en constante évolution afin de mieux répondre aux besoins des membres. Cet outil demeure la principale plateforme de communication interne utilisée par l'équipe de la permanence, car elle permet de diffuser rapidement les informations importantes via des notifications par courriel.

En plus de servir de canal de communication, l'Espace Direction est également utilisé pour mener des consultations auprès des directions et des directions adjointes sur divers sujets, tels que la pénurie de personnel, la mise en œuvre de projets pédagogiques particuliers, le plan de retour en classe après les grèves, les attentes des membres envers les actions de la FQDE, les conditions d'emploi, ainsi que pour recueillir des témoignages dans le cadre de la campagne de valorisation et solliciter des candidatures pour le Balado de la FQDE.

Au cours de la dernière année, la FQDE a consulté ses membres à dix reprises, et les informations ainsi recueillies se révèlent extrêmement utiles dans le travail quotidien de l'équipe de la permanence. Ces éléments permettent notamment de renforcer les arguments lors des discussions avec les partis politiques pour faire avancer les dossiers, ainsi que dans les différentes instances partenaires et dans le cadre des relations avec les médias.

The screenshot shows the 'Espace Direction' website for FQDE. The header includes the FQDE logo and navigation links: 'Qui sommes-nous?', 'Formation continue', 'Retraite', 'FAQ', and 'Contact'. The main content is divided into two sections: 'Actualités' and 'Consultations'. The 'Actualités' section features a large blue banner with icons for scales, gears, a dollar sign, a megaphone, and a target, titled 'Conditions d'emploi'. To the right are smaller cards for 'Programme de développement de vos compétences en leadership!', 'Semaine Fièrement pacifique', and 'Info ministérielle'. The 'Consultations' section features a card titled 'Vos attentes envers la FQDE – Sondage' with a date of '26 février'.

MÉDIAS SOCIAUX

Également active dans les médias sociaux, la FQDE compte 3 432 abonnés à sa page Facebook, 2 347 abonnés à sa page X, et 772 abonnés à sa page LinkedIn. Les sujets traités sont souvent en écho à des entrevues accordées aux médias, à des nouvelles du secteur de l'éducation, à des annonces de l'organisation, ou encore des événements et formations.

L'équipe des communications a, depuis janvier 2024, repris la gestion des réseaux sociaux de la campagne Plus qu'un devoir qui compte 676 abonnés sur sa page Facebook et 91 abonnés à la page Instagram. Ses comptes visent essentiellement à relayer des messages de valorisation de la profession.

INFOLETTRE

L'infolettre bimensuelle de la FQDE propose, entre autres, des résumés des dernières activités de représentation de l'équipe de la présidence, des suivis sur les dossiers en cours, les activités à venir, des infos de partenaires et les dernières retombées médiatiques entre autres.

Cette infolettre envoyée par courriel évolue afin de renvoyer les membres le plus possible vers Espace Direction.

BALADO FQDE

Le service des communications a sollicité l'Agence CASACOM pour collaborer à la création d'un balado pour la FQDE. Le domaine de l'éducation ayant peu de tribunes pour aborder des sujets en profondeur et la FQDE étant régulièrement appelée à réagir sur des sujets négatifs ou des crises dans les médias, l'idée du format Balado nous est apparu comme un moyen parfait pour présenter les enjeux et les innovations spécifiques à l'éducation et au rôle des directions et directions adjointes.

La création de ce podcast répond également à un objectif clé de la planification stratégique de la FQDE, qui vise à optimiser les communications en humanisant davantage les échanges et en mettant en valeur la profession, tout en positionnant les directions comme des leaders visionnaires capables de proposer de nouvelles approches pour favoriser la réussite des élèves.

Les 3 premiers épisodes du Balado « Intercom - voix de directions » ont vu le jour le 8 mai 2024 sur les grandes plateformes d'écoute telles que Spotify et Apple Podcasts. L'animateur est une direction adjointe membre de la FQDE tout comme les trois directions invitées. En matière d'écoutes, les débuts sont prometteurs pour ce beau projet.

CAMPAGNE DE VALORISATION



- La campagne de valorisation Plus qu'un devoir a été lancée le 16 octobre dernier à l'occasion de la Semaine des directions d'établissement scolaire.
- Elle vise à mettre en lumière la fonction de direction pour la démystifier auprès du grand public, des décideurs et du milieu de l'éducation, le tout dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.
- Elle rappelle également que la réussite des élèves est une réelle source de motivation pour les directions d'établissement d'enseignement.
- Pour la campagne, des pages dédiées ont été conçues sur Facebook et Instagram afin de créer un lieu commun d'échange.
- Des campagnes web, télé et radio sont en cours afin de faire rayonner nos contenus (bannières, vidéo, message radio et article commandité).
- Pour faire décoller la campagne, nous avons approché Marie-Eve Morasse à La Presse pour une primeur. Son article a généré de nombreuses retombées, à la télé comme à la radio, partout au Québec. Nicolas Prévost a donné des entrevues sur les ondes de LCN, du 107,7 FM (Estrie) et du 104,7 FM (Outaouais) le jour même. La campagne a également généré une couverture médiatique sur les radios locales, au 98,5 FM, à ICI Première, dans La Presse, à ICI Radio-Canada Gatineau-Ottawa (télé) et dans le Grenier. La portée totale s'élève à plus de 5,6 millions.

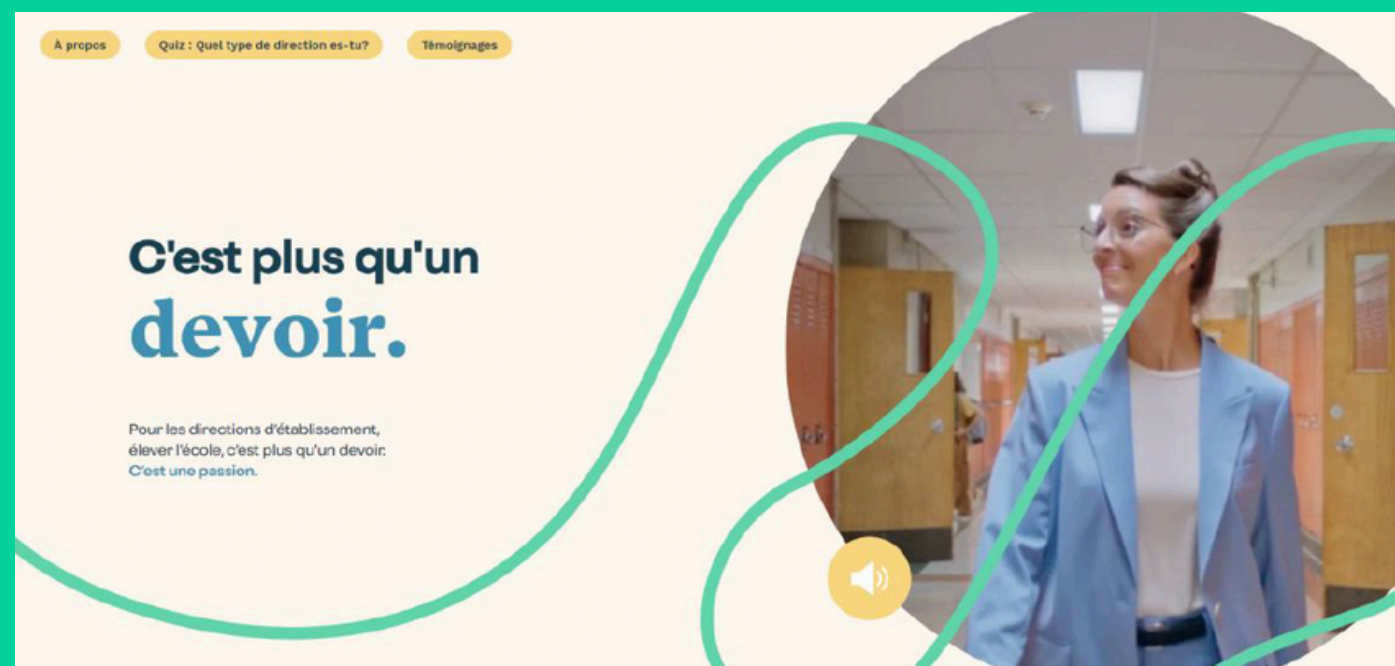
- Pour donner le coup d'envoi à la campagne, CASACOM s'est fait l'hôte d'un événement de lancement virtuel en direct le 16 octobre. Carl Ouellet et Nicolas Prévost, invités d'honneur de ce rassemblement ont partagé la genèse de la campagne, son slogan et des secrets de production, dévoilé ses contenus et répondu à des questions de l'audience.



CAMPAGNE DE VALORISATION

- La campagne numérique (vidéo YouTube, bannières web et achat de mots clés) de son côté avait pour but de générer des vues de la publicité Plus qu'un devoir ainsi que des clics vers le microsite de campagne. La première phase a eu lieu du 21 octobre au 15 décembre 2023 et la phase 2 du 26 avril au 21 juin 2024.
- Un microsite d'une page adoptant la signature visuelle de Plus qu'un devoir a été créé. Il se veut un outil qui rassemble les messages de la campagne, agit comme point de chute pour nos audiences, en plus d'héberger son contenu phare, la publicité télé. Depuis son lancement le 16 octobre dernier, le microsite a accueilli plus de 18 000 utilisateurs (résultat en date du 9 février 2024)

- Les différents médias utilisés ainsi que l'engagement de la communauté ont fait de cette campagne un véritable succès. C'est une première étape très encourageante dans la promotion et la valorisation de la fonction de direction et direction adjointe. Le travail est à poursuivre pour accroître la notoriété car les résultats ne seront que meilleurs si la campagne se poursuit dans le temps.



CAMPAGNE CIVILITÉ

Le lancement de la campagne sur la Civilité a eu lieu le vendredi 15 septembre 2023 au Centre de Congrès Palace de Laval. Il y a eu 250 inscriptions pour la journée. Environ 150 membres ont assisté au lancement le matin, et à la formation de l'après-midi. Neuf formations en ligne ont été données par Manon Cléroux et un total de 396 personnes y ont assistés.

La campagne a été mentionnée dans plusieurs médias et lors d'entrevues sur la violence dans les écoles avec Nicolas Prévost, dont une avec Elizabeth Joyal et Nathalie Massicotte pour le Journal de Québec, et une autre avec Elizabeth Joyal et Nancy Lamothe pour Le Droit.

Du 8 janvier au 4 février 2024, une seconde phase a été déployée auprès du grand public. Cette campagne numérique mettait de l'avant des communications de notoriété pour sensibiliser et informer les lecteurs du message principal : L'incivilité n'a pas de place dans le milieu scolaire.

Enfin, une demande de subvention pour la phase 2 a été envoyée à la sous-ministre du Ministère de l'Éducation, Mme Carole Arav, en fin février 2024.



UNE FÉDÉRATION INNOVANTE

ENJEU 4
**Le développement
professionnel**

RENCONTRES DES CONSEILLERS AUX AFFAIRES PROFESSIONNELLES (CAP)

Trois rencontres ont été tenues cette année avec les conseillers aux affaires professionnelles. Les principaux sujets qui ont été abordés ont concerné la redéfinition de la fonction de direction au regard de la réalité sociale actuelle pour mieux cibler l'offre de formation continue de la FQDE.

De plus, lors de ces rencontres, un partage des offres d'activités de formation continue par les associations elles-mêmes ou par les centres de services scolaires auxquels elles sont affiliées a permis de circonscrire les besoins en termes de développement professionnel continu.

Enfin, un atelier portant sur le développement professionnel et la pratique réflexive, expérimenté en Outaouais, a été présenté aux membres lors de la dernière rencontre de l'année.



OFFRE DE FORMATION

L'embauche d'une ressource à temps partiel à titre d'agente de développement de la formation continue a permis à la FQDE de présenter aux membres sa propre offre de formation continue l'automne dernier. On peut maintenant retrouver sur Espace Direction, un onglet distinct pour la formation continue. S'y trouvent les offres d'activités gratuites, formelles et non formelles, regroupées par champs de compétences.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

L'objectif principal du programme de développement professionnel continu de la FQDE est de soutenir ses membres afin qu'ils soient à jour avec les dernières avancées et les meilleures pratiques. À ce titre, nous avons travaillé en collaboration avec plusieurs milieux universitaires, notamment avec l'Université du Québec à Montréal, de qui nous avons reçu une subvention pour le développement d'un portfolio des compétences qui sera offert aux membres incessamment.

The screenshot shows the 'FORMATIONS' section of the FQDE website. At the top, there is a navigation bar with the FQDE logo and links for 'Espace Direction', 'Qui sommes-nous?', 'Formation continue', 'Retraite', 'FAQ', 'Contact', and 'Modifier'. Below the navigation bar, the word 'FORMATIONS' is centered. Two course cards are displayed side-by-side. The first card is for 'LE TEST MBTI' by Louise Bourget, featuring a photo of her and details about the course dates (18 and 25 April 2024) and time (09:00am - 12:00pm). The second card is for 'CULTIVER SES HABILITÉS POLITIQUES' on 23 April 2024 from 8:30AM to 4:30PM. Both cards include a brief description, objectives, and an 'En savoir plus' button at the bottom.

Navigation: fqde Espace Direction Qui sommes-nous? Formation continue Retraite FAQ Contact Modifier

FORMATIONS

LE TEST MBTI ® MYERS-BRIGGS TYPE INDICATOR

CULTIVER SES HABILITÉS POLITIQUES

LE TEST MBTI
NAVIGUER DANS L'UNIVERS DE LA PERSONNALITÉ POUR CULTIVER L'INFLUENCE

Le MBTI, outil psychométrique mondialement connu et reconnu, offre une introspection sur votre personnalité, vous permettant ainsi d'affiner votre leadership et d'optimiser votre capacité d'influence.
Dirigée par une formatrice certifiée, Louise Bourget, cette formation complète offre une interprétation personnalisée du TEST MBTI, adaptée à votre contexte éducatif.

LOUISE BOURGET
FORMATRICE

18 et 25 avril 2024
09:00am - 12:00pm

CULTIVER SES HABILITÉS POLITIQUES
LE SENS DE LA POLITIQUE, ÇA S'APPREND !

Cette formation équipe les directions de compétences politiques essentielles pour naviguer efficacement dans leur organisation, incluant la cartographie du réseau politique, l'évaluation des leviers d'influence et le développement de stratégies pour promouvoir leurs idées.

Les objectifs :

- Consolider sa capacité à faire une lecture politique de son organisation et y naviguer
- Faire une cartographie préliminaire de son réseau politique
- Évaluer ses leviers personnels d'influence
- Développer sa capacité à exercer de l'influence en regard de ses idées et de ses projets

23 avril 2024
6h de 8:30AM - 4:30PM

En savoir plus En savoir plus

FORMATION EN PRÉPARATION À LA RETRAITE

En 2023-2024, l'offre de formation à la retraite pour les 50 ans et plus a subi une baisse d'inscriptions. Les places pour un groupe de 25 personnes n'ont pu être comblées ni à l'automne ni au printemps.

Chaque session s'échelonne sur 4 demi-journées qui représentent 3 à 4 heures pour chaque volet dont voici les thèmes :

- Volet psychosocial ;
- Questions légales ;
- Santé et nutrition ;
- Régime des rentes du Québec ;
- Régime de retraite du secteur public ;
- Avantages sociaux et assurances collectives ;
- Questions financières.

La formation pour la préparation à retraite mi-carrière, n'est offerte qu'aux deux ans et aura lieu au printemps 2025.

La session se passe sur 2 demi-journées de 3h30 dont voici les thèmes :

- Questions légales ;
- Questions financières.

MISSION INTERNATIONALE - TUNISIE

Elizabeth Joyal, vice-présidente et Nicole Beaudry, agente au développement de la formation continue étaient invitées au Forum citoyen international de l'éducation à Sousse en Tunisie pour présenter la synthèse d'un travail de réflexion sur les avantages et les défis de la gouvernance scolaire au quotidien de la direction d'établissement d'enseignement au Québec et les enjeux de la participation citoyenne. Cet événement leur a offert des échanges enrichissants avec des professionnels de l'éducation venant de différents pays du monde.



COMITÉ DE PERFECTIONNEMENT DES DIRECTIONS (CPD)

Le CPD a pour mission d'encourager et de soutenir les directions d'établissement d'enseignement dans leurs parcours de professionnalisation en vue d'assurer leur développement professionnel. Il est composé d'un membre de chaque association de directions et directions adjointes et de deux représentants de la FQDE qui sont Josée Larochelle et Christian Châteauvert. Font aussi partie du comité un représentant de Fédération des CSS du Québec, un de l'Association des commissions scolaires anglophones et d'une personne du ministère. Marie Luce Bergeron préside le comité.

La FQDE est l'organisme désigné et reconnu par le ministère pour la gestion des sommes décentralisées pour le perfectionnement. Le budget du CPD alloué au perfectionnement par le ministère de l'Éducation pour l'année 2023-2024 était de 327 473 \$.

Le budget est réparti entre 4 volets :

- les projets collectifs d'association (PCA) ;
- l'intégration à la fonction (IF) ;
- les cours universitaires de niveau maîtrise et doctorat (CU) ;
- les parcours de professionnalisation (PP).

La FQDE et ses associations affiliées ont présenté 33 projets de perfectionnement associatifs (PCA) et 11 projets de parcours de professionnalisation (PP) ont été acceptés.

Suite à une réflexion, une nouvelle façon de financer les PCA sera mise en place dès l'an prochain.

Pour ce qui est du CPD/université, il y a eu deux réunions, toujours des rencontres très enrichissantes. La participation en visioconférence a permis à l'ensemble des universités d'être présentes. Les sujets principaux de ces rencontres ont été de présenter les résultats du sondage concernant la formation du DESS et ensuite de discuter des enjeux de la formation continue, du contenu de cette formation et de réfléchir à la façon d'améliorer le tout afin de rendre le DESS plus concret et utile dans la pratique. Il y avait une belle ouverture de tous les partenaires dans ces rencontres.

● Ensemble
dans ● la
● même
direction →



Profitez d'assurances auto, habitation et entreprise exclusives



La Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement fait équipe avec **La Personnelle** pour vous offrir :



Des tarifs exclusifs
qui ne sont pas offerts
au grand public



Un service hors pair d'agents
en assurances de dommages
qui en font plus pour vous

Obtenez votre soumission
lapersonnelle.com/fqde
1 888 476-8737

